



Fiche 4.13

Elections 2015 au Canada : de l'énergie dans les débats



GÉOPOLITIQUE AMÉRIQUES

REPÈRES



NOM OFFICIEL
Canada

CHEF DE L'ÉTAT
Élisabeth II
(reine depuis 1952)

CHEF DE
GOUVERNEMENT
Justin Trudeau (Premier
ministre depuis 2015)

SUPERFICIE
9 984 670 km²
(2^e rang mondial)

LANGUES OFFICIELLES
Anglais et français

CAPITALE
Ottawa

POPULATION EST. 2015
35,09 millions d'habitants

DENSITÉ
3 hab./km²

MONNAIE
Dollar canadien

HISTOIRE
Alors que la présence humaine au Canada remonte à plus de 25 000 ans, la connaissance de ce vaste territoire se fait avec les expéditions européennes dès le VIII^e siècle. Les Français s'y intéressent à partir du XVI^e avant de céder leurs terres aux Britanniques en 1763. Le pays accède à l'indépendance le 1^{er} juillet 1867

PIB PAR HABITANT
EST. 2015 (EN PARITÉ
DE POUVOIR D'ACHAT)
45 900 dollars

INDICE DE
DÉVELOPPEMENT
HUMAIN (2015)
0,913 (9^e rang)

Élections au Canada : de l'énergie dans les débats

Le 19 octobre 2015, les élections fédérales au Canada ont sanctionné le bilan du conservateur Stephen Harper, alors Premier ministre depuis 2006, pour donner la victoire aux libéraux de Justin Trudeau. Le nouvel exécutif doit faire face à des demandes citoyennes sur les questions sociales et environnementales.

Les élections fédérales du 19 octobre 2015 dans le but d'élire la 42^e législature du Parlement représentent l'un des moments clés pour la démocratie canadienne. La campagne a été le théâtre de débats entre le Parti conservateur du Canada (PCC), au pouvoir avec 166 sièges sur les 308 formant la Chambre des communes, et l'opposition – Nouveau parti démocratique (NPD) et Parti libéral du Canada (PLC), notamment. Pour les partisans de Stephen Harper, l'enjeu principal était de défendre le bilan du gouvernement et de poursuivre les mesures engagées depuis 2006. Le PLC a gagné son pari, faisant oublier la défaite de mai 2011 (34 députés), et remporta 184 sièges. C'est logiquement son leader, Justin Trudeau, qui accéda donc au poste de Premier ministre le 4 novembre 2015.

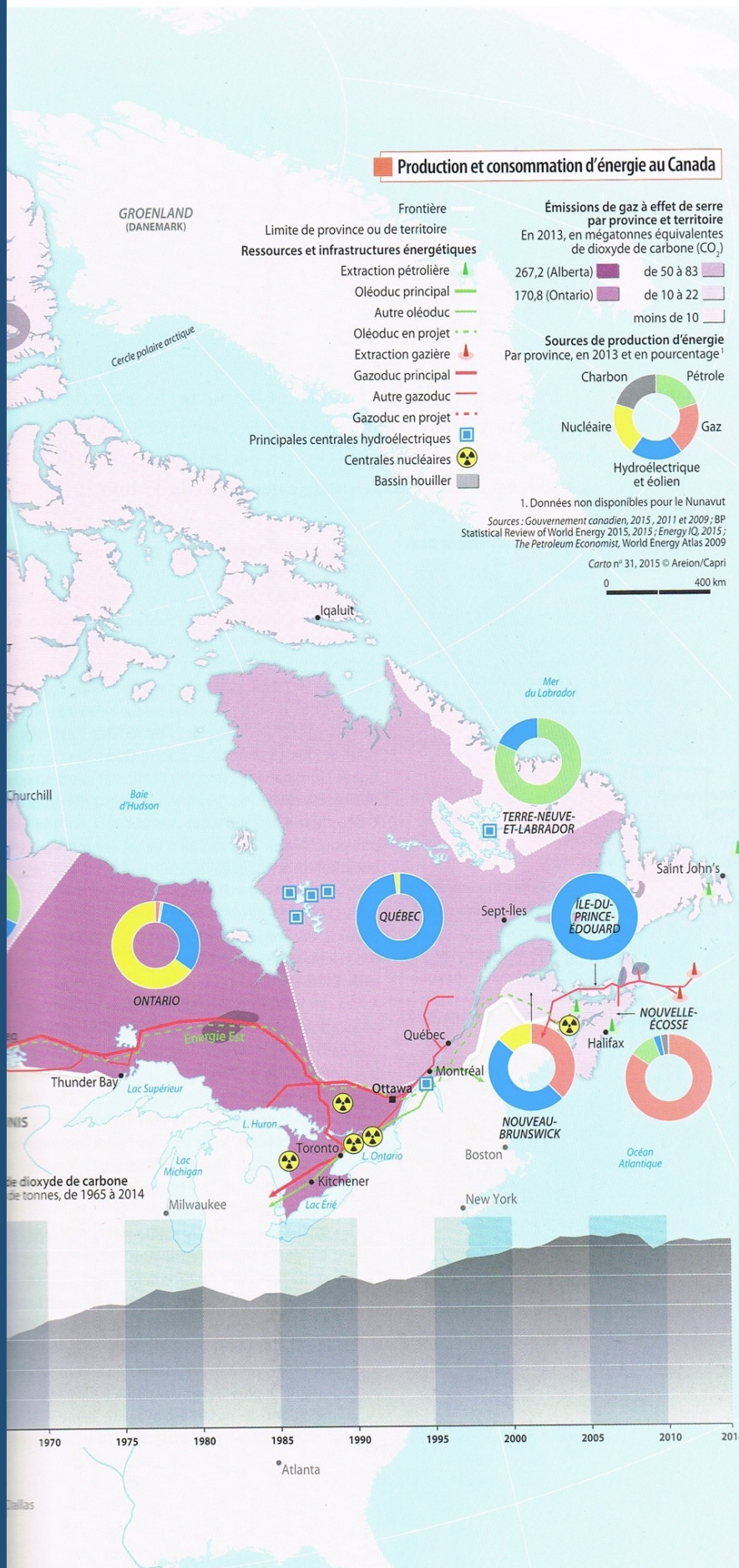
UN FÉDÉRALISME, DES ATTENTES

Les attentes de la population varient d'une province à l'autre, d'une communauté linguistique à l'autre, d'un segment de la société à l'autre. S'étendant sur 9,98 millions de kilomètres carrés, le Canada est le deuxième pays le plus vaste du monde après la Russie (17,09 millions). À l'instar des États-Unis ou de l'Australie, le Canada est une fédération à l'intérieur de laquelle chacune des dix provinces et chacun des trois territoires bénéficient de sa propre

souveraineté. Par ailleurs, il fait partie du Commonwealth et suit les principes du parlementarisme britannique, la reine Élisabeth II étant son chef d'État. La démocratie canadienne est fondée sur l'élection au suffrage universel de ses représentants selon le mode de scrutin uninominal à un tour. Ce système est l'objet de débats. Le PLC a par exemple fait de sa fin l'une de ses promesses de campagne. Il est également jugé non représentatif du vote des électeurs par de nombreuses organisations citoyennes qui militent pour l'insertion de la proportionnelle.

Toutefois, ce sont les questions économiques, énergétiques et environnementales qui sont au centre des préoccupations citoyennes. Au cours du premier trimestre 2015, le PIB du Canada a reculé de 0,6%, les exportations ont baissé de 5,6% et les bénéfices des entreprises ont chuté de 14%, alors que la baisse des cours du pétrole a lourdement touché l'économie du pays. L'exploitation des ressources gazières et pétrolières constitue en effet l'un de ses moteurs : si les provinces du centre et de l'est, comme le Manitoba, le Québec, l'Île-du-Prince-Édouard et, dans une moindre mesure, le Nouveau-Brunswick, misent sur les énergies éolienne et hydroélectrique, l'économie de l'ouest repose sur la production de pétrole et l'extraction du gaz naturel (cf. carte). L'Alberta abrite en effet 95% des réserves nationales de





brut (172,9 milliards de barils en 2014), les troisièmes plus grandes au monde après le Venezuela et l'Arabie saoudite. Le gouvernement et l'industrie cherchent à accélérer le rythme des exportations vers les États-Unis – seuls importateurs de brut canadien – et souhaitent accéder aux marchés asiatiques, en croissance et en demande.

VERS UNE RÉORIENTATION ÉNERGÉTIQUE ?

Néanmoins, les points d'achoppement sont nombreux et révèlent des enjeux pluriels : environnementaux d'abord, avec les risques liés au processus de production par extraction des sables bitumineux ainsi que les dangers potentiels que comportent les procédés de transport sur terre et sur mer ; territoriaux et culturels ensuite, liés aux tracés des pipelines et aux voies de transport maritime sur des territoires appartenant aux populations autochtones. Ainsi, en juin 2015, la réserve indienne Lax Kw'alaams et ses neuf tribus de Tsimshians, situées en Colombie-Britannique, ont rejeté une offre du gouvernement d'Ottawa proposant 1,15 milliard de dollars canadiens (environ 800 millions d'euros) contre la cession de leurs droits territoriaux afin d'y construire un port pour le transport du gaz naturel liquéfié.

Ce type d'oppositions a fait grand bruit dans les médias dans le contexte de la Conférence de l'ONU sur le climat (COP21), organisée du 30 novembre au 12 décembre 2015. Justin Trudeau a signé en avril 2016 l'accord issu de ce sommet. Alors que le Canada est l'un des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre par habitant, Stephen Harper était en effet critiqué par ses adversaires, notamment les écologistes, pour avoir retiré le pays du protocole de Kyoto en 2011 et refusé de mettre en place une réglementation sur les émissions de l'industrie pétrolière. Le rejet des Canadiens d'importants projets d'oléoducs, comme l'« Énergie Est » visant à transporter le pétrole albertain jusqu'au Nouveau-Brunswick, montre la préoccupation nationale pour l'environnement. Si les débats sur l'énergie prennent une telle place, c'est qu'ils combinent des enjeux économiques, territoriaux et culturels face auxquels les positionnements sont complexes. ●

N. ROUIÏ

